

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

Valenciennes, le (date de signature)

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

TUBOSCOPE VETCO FRANCE

Lieu-dit comble du pré Piémard
CS 10927
59620 Aulnoye-Aymeries

Références : 2023_V3_132
Code AIOT : 0007002795

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2023 dans l'établissement TUBOSCOPE VETCO FRANCE implanté ZI comble du pré Piémard 59145 Berlaimont. L'inspection a été annoncée le 12/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société TUBOSCOPE VETCO FRANCE a BERLAIMONT a cessé son activité en 2020, elle a fait l'objet de plusieurs visites d'inspection sur le thème de cette cessation (le 23 juin 2020 et le 21 juin 2021). L'exploitant et son bureau d'étude ont pris en compte les remarques émises lors des précédentes inspections et ont produits plusieurs études sur le sujet.

La notification de la cessation d'activité du site a été transmise en Préfecture du Nord, ainsi qu'à la commune de Berlaimont par courrier en date du 07/07/2020.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TUBOSCOPE VETCO FRANCE
- ZI comble du pré Piémard 59145 Berlaimont
- Code AIOT : 0007002795
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TUBOSCOPE VETCO FRANCE est implantée sur la commune de Berlaimont depuis 1977. Elle est spécialisée dans le revêtement de tubes de forage pétrolier.

L'usine exerçait le revêtement de tubes mesurant jusqu'à 14 mètres de longueur et d'un diamètre allant jusqu'à 40 cm. La société utilisait deux procédés d'application, un de revêtement liquide avec cuisson entre chaque couche, l'autre un revêtement poudre sur tube préchauffé. Ces 2 procédés représentaient chacun 50 % du temps de production

Le thème de visite retenu est le suivant : cessation d'activité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Surveillance des eaux souterraines	Autre du 01/12/2022	/	Sans objet
8	Surveillance des gaz du sol	Autre du 25/11/2016	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Usage futur du site	Code de l'environnement du 07/12/2020, article L512-6-1	/	Sans objet
2	mise en sécurité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1	/	Sans objet
3	mise en sécurité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1	/	Sans objet
4	mise en sécurité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1	/	Sans objet
5	mise en sécurité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	mise en sécurité	Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a produit plusieurs études pour justifier de la mise en sécurité du site, du traitement d'une poche de polluant et de la surveillance de l'environnement.

Les différentes études conduisent à démontrer la compatibilité de l'état actuel du site avec l'usage futur envisagé (une réutilisation industrielle ou commerciale) et à l'absence d'impact sur l'extérieur (via les eaux souterraines). Cependant à ce stade, il n'est pas possible de délivrer le procès-verbal de récolement de la cessation d'activité car il est nécessaire que les mesures des polluants via les piézomètres et les piézais soient réalisées en période de basse eau et haute eau et de période chaudes et froides (soit sur une période séparée de 6 mois). Les mesures réalisées de décembre (2020) pourront être complétées par des mesures réalisées en juin ou juillet 2023. A l'issue de ces mesures l'exploitant devra se positionner sur l'ordre de grandeur des valeurs obtenues afin de justifier que les conclusions des précédentes études sont toujours valables (sinon ces études devront être mises à jour).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Usage futur du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 07/12/2020, article L512-6-1
Thème(s) : Autre, usage futur du site
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'une installation autorisée avant le 1er février 2004 est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et, s'il ne s'agit pas de l'exploitant, le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation.</p> <p>A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au premier alinéa, lorsque l'installation est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>Toutefois, dans le cas où la réhabilitation prévue en application de l'alinéa précédent est manifestement incompatible avec l'usage futur de la zone, apprécié notamment en fonction des documents d'urbanisme en vigueur à la date à laquelle l'exploitant fait connaître à l'administration sa décision de mettre l'installation à l'arrêt définitif et de l'utilisation des terrains situés au voisinage du site, le préfet peut fixer, après avis des personnes mentionnées au premier alinéa, des prescriptions de réhabilitation plus contraignantes permettant un usage du site cohérent avec ces documents d'urbanisme.</p> <p>Pour un nouveau site sur lequel les installations ont été autorisées à une date postérieure de plus de six mois à la publication de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages, l'arrêté d'autorisation détermine, après avis des personnes mentionnées au premier alinéa, l'état dans lequel devra être remis le site à son arrêt définitif</p> <p>L'exploitant fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité ainsi que de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières. Un décret en Conseil d'Etat définit les modalités d'application du présent alinéa.</p> <p>Nota : Conformément au IV de l'article 148 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, les dispositions du dernier alinéa s'appliquent aux cessations d'activité déclarées à partir du 1er juin 2022.</p> <p>Constats : La notification de la cessation d'activité du site pour un usage industriel ou commercial a été transmise en Préfecture du Nord, ainsi qu'à la commune de Berlaimont par courrier en date du 07/07/2020.</p> <p>L'exploitant a alors transmis à l'inspection un dossier de cessation d'activités qui comprend 3 parties :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le dossier de cessation d'activités en date du 12/10/2020, référencé 20146117_r01_v1, - le diagnostic des sols, des eaux souterraines et des gaz du sol, référencé : 20146117_r02_v1 en mars 2021, - une évaluation quantitative des risques sanitaires référencée : 20146117_r03_v1 en mars 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1
Thème(s) : Autre, Evacuation des produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R512-39-1 Version en vigueur du 12 juillet 2011 au 01 juin 2022 Modifié par Décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 - art. 6 (...) <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
Constats : Le site est globalement en très bon état de conservation. Lors de l'inspection la zone ayant fait l'objet d'une dépollution (par excavation de celle ci) a été examinée. La terre non polluée a été replacée dans la zone excavée et complétée par de la terre végétale. Ces travaux ont été réalisé sans démontage de la structure à proximité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1
Thème(s) : Autre, Evacuation des produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R512-39-1 Version en vigueur du 12 juillet 2011 au 01 juin 2022 Modifié par Décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 - art. 6 <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>(...)</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement</p> <p>(...)</p>
Constats : Les piézomètres et des piézairs sont implantés et en bon état de conservation tel qu'annoncé dans le dossier de cessation d'activité. Nota : il manque pour deux piézomètres leur cadenas de protection, l'exploitant devra remédier à cette situation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1
Thème(s) : Autre, Evacuation des produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R512-39-1 Version en vigueur du 12 juillet 2011 au 01 juin 2022 Modifié par Décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 - art. 6 I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : (...) 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; (...)
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté que toutes les sources d'incendie (et d'explosion) ont été supprimées (à l'exclusion des bâtiments eux même).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1
Thème(s) : Autre, Evacuation des produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R512-39-1 Version en vigueur du 12 juillet 2011 au 01 juin 2022 Modifié par Décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 - art. 6 I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : (...) 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; (...)
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a pu être constaté que la sécurité du site contre le risque d'intrusion est correctement maîtrisé par les mesures suivantes : un portail muni d'une chaîne et d'un cadenas, une clôture en bon état apparent de deux mètres de hauteur sur la périphérie. Un système de vidéo sur tourelles permet un contrôle permanent du site par une société de gardiennage, celle-ci assure une intervention rapide en cas d'intrusion, le nombre de ces tourelles a été réfléchi pour couvrir l'ensemble du site. Ce système est complété par des rondes aléatoires qui sont pratiquées sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/06/2022, article R512-39-1
Thème(s) : Autre, Evacuation des produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article R512-39-1 Version en vigueur du 12 juillet 2011 au 01 juin 2022 Modifié par Décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 - art. 6 I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; (...)
Constats : Le stock de produits finis et les déchets encore présents ont bien été évacués. Les installations de production ont été intégralement démontées : il ne subsiste sur le site plus que des bâtiments vides. L'intégralité des travaux d'évacuation ont bien été réalisés comme cela avait été annoncé lors d'une précédente inspection (inspection du 21/06/2021).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Autre du 01/12/2022
Thème(s) : Autre, surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Guide DGPR "surveillance de la qualité des eaux souterraines" (version 3 de décembre 2022) : p 8/74 : "Les recommandations du présent guide sont applicables pour toutes les ICPE" p 7/74 : "Pour une ICPE en cessation d'activité (...) : La procédure de cessation d'activité doit conduire à vérifier l'absence d'impact de l'activité sur les milieux et notamment les eaux souterraines. La Loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique (dite loi « ASAP ») mentionne à son article 57 la protection des intérêts relatifs à la ressource en eau (article L. 211-1 du code de l'environnement) pour les cessations d'activité des ICPE soumises à autorisation(...)." p18/74 : "en cas de cessation d'activité afin de s'assurer de l'absence d'impact de l'installation sur le milieu eau souterraine une surveillance permettant de constater l'état du milieu en conditions de hautes et basses eaux doit être réalisée sur une durée de quelques mois à plusieurs années"
Constats : La surveillance des eaux souterraines a été réalisée le 10 décembre 2020, le 14 septembre 2021 et le 17 novembre 2021. Cette surveillance ne respecte pas la surveillance minimale exigible à savoir un minimum de deux mesures en périodes de hautes eaux et de basses eaux (période séparée d'une durée de six mois). Il est demandée à l'exploitant de faire réaliser une nouvelle campagne de surveillance complémentaire des eaux souterraines en juin ou juillet 2023. A la lecture de ces résultats, l'exploitant devra transmettre les résultats à l'inspection des installations classées et justifier par un argumentaire que l'ordre de grandeur des résultats obtenus permet de considérer que les études déjà réalisées sont toujours valables. Dans le cas contraire, il sera nécessaire réactualiser les études déjà réalisées en fonction de ces résultats et d'adapter la surveillance des eaux souterraines en conséquence.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : surveillance des gaz du sol

Référence réglementaire : Autre du 25/11/2016
Thème(s) : Autre, surveillance des gaz du sol
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Guide Pratique pour la caractérisation des gaz du sol et de l'air intérieur en lien avec une pollution des sols et/ou des eaux souterraines du BRGM version du 25/11/2016 : p51/216 : " Afin d'évaluer le transfert des gaz du sol vers l'air intérieur et de prendre en compte la variabilité saisonnière, il est recommandé de réaliser a minima deux campagnes de prélèvements par an sur des périodes contrastées l'une en période hivernale (avec chauffage) et l'autre en période estivale."
Constats : La surveillance des gaz du sol a été réalisée le 10 décembre 2020, le 14 septembre 2021 et le 17 novembre 2021. Cette surveillance ne respecte pas la surveillance minimale exigible à savoir un minimum de deux mesures séparées d'une période d'une durée de six mois. Il est demandée à l'exploitant de faire réaliser une nouvelle campagne de surveillance complémentaire en juin ou juillet 2023 des gaz du sol. A la lecture de ces résultats, l'exploitant devra transmettre les résultats à l'inspection des installations classées et justifier par un argumentaire que l'ordre de grandeur des résultats obtenus permettent de considérer que les études déjà réalisées sont toujours valables. Dans le cas contraire, il sera nécessaire réactualiser les études déjà réalisées en fonction de ces résultats et d'adapter la surveillance des gaz du sol en conséquence.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet